



La dernière guerre menée par Israël aux côtés d'une puissance impériale s'est retournée contre le pays. Celle-ci pourrait en faire autant.

Description

Pour la première fois depuis 1956, Israël se bat aux côtés d'une puissance hégémonique occidentale pour un changement de régime dans une guerre dont les répercussions politiques sont loin d'être certaines.

Par Meron Rapoport, le 5 mars 2026.



De la fumée s'élève des réservoirs de pétrole situés à l'est du canal de Suez, touchés lors de l'assaut initial anglo-français sur Port-Saïd, le 5 novembre 1956. (Photographe officiel de la Fleet Air Arm/Imperial War Museums)

Le 29 octobre 1956, une force de parachutistes israéliens a atterri au col de Mitla, dans la péninsule du Sinaï. Deux heures plus tard, le porte-parole de l'armée israélienne a publié une annonce triomphante : « Les forces de défense israéliennes ont pénétré et attaqué les unités fedayins à Ras Al-Naqab et Kuntilla et ont pris des positions à l'ouest du carrefour de Nakhel Road, près du canal de Suez. Cette action fait suite aux attaques militaires égyptiennes contre les transports israéliens terrestres et maritimes, qui ont tendance à causer des destructions et à priver les citoyens israéliens de leur vie paisible. »

Cette déclaration, rédigée personnellement par le chef d'état-major de l'armée israélienne de l'époque, Moshe Dayan, était presque entièrement fautive du début à la fin. Les parachutistes   Mitla ne combattaient pas les   « unités fedayins   » palestiniennes, mais les forces régulières de l'armée égyptienne. L'opération n'était pas non plus une réponse aux   « attaques égyptiennes à » contre les transports israéliens.

Elle marquait plutôt le début d'une guerre lancée par Israël en collaboration avec la Grande-Bretagne et la France, les principales puissances impériales de l'époque. Comme l' a déclaré le Premier ministre israélien David Ben Gourion juste avant l'assaut, l'objectif était de à « réorganiser le Moyen-Orient à » et de provoquer la chute du président  gyptien Gamal Abdel Nasser, dont la politique menaçait les intérêts britanniques, fran sais et israéliens. Selon les archives de l'armée israélienne et du ministère de la Défense, l'invasion de l'Égypte qui a commencé au col de Mitla   connue plus tard en Israël sous le nom de guerre du Sinaï et dans le reste du monde sous le nom de crise de Suez   à était unique dans l'histoire de l'état d'Israël à car à « deux puissances européennes [ ] s' y sont jointes dans le cadre d'une opération militaire conjointe avec Israël   ».

Pendant des décennies, cela a constitué une anomalie historique. Aujourd'hui, 70 ans plus tard, ce n'est plus le cas. Pour la première fois depuis 1956, Israël est entré en guerre aux côtés d'une grande puissance occidentale à en fait, la plus grande du monde à dont le secrétaire d'état a récemment loué l'héritage impérialiste de l'Occident lors de la Conférence sur la sécurité de Munich.

L'armée israélienne a qualifié l'attaque conjointe avec l'armée américaine de à « frappe préventive à », mais, comme en 1956, il s'agit à aussi d'un mensonge. Rares sont ceux qui croient sérieusement que l'Iran était sur le point d'attaquer. La guerre actuelle est une guerre de choix, initiée par les  tats-Unis et Israël, tout comme la campagne du Sinaï avait été d' cid e à l'avance par les dirigeants israéliens, fran sais et britanniques. En 1956, Israël avait ses propres objectifs : mettre fin aux opérations militaires transfrontalières palestiniennes organisées depuis la bande de Gaza contrôlée par l'Égypte et contrecarrer le renforcement militaire de l'Égypte, reflété dans son accord sur les armes conclu en 1955 avec le bloc soviétique.

Mais avec le recul, il est clair que cette guerre présentait des caractéristiques coloniales indéniables. La Grande-Bretagne s'opposait à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, et la France était préoccupée par son soutien aux rebelles en Algérie, alors encore sous domination fran saise. Ben Gourion et Dayan pensaient qu'à Israël pouvait exploiter ces considérations coloniales à ses propres fins stratégiques, notamment pour faire avancer le renversement du régime de Nasser.

La guerre actuelle contre l'Iran s'accompagne de ses propres justifications :  liminer les capacités nucléaires et balistiques de l'Iran, mettre fin à son soutien aux mandataires régionaux au Moyen-Orient et, bien sûr, libérer le peuple iranien de son régime oppressif. Mais quelle que soit la réalité et l'urgence de ces préoccupations, on ne peut nier que les  tats-Unis et Israël partagent des objectifs plus larges, clairement impérialistes : renverser le régime iranien et établir un nouvel ordre au Moyen-Orient.

Il convient de noter que depuis la guerre du Sinaï, il y a 70 ans, Israël a évité de s'engager ouvertement dans les guerres américaines, présentant toujours ses campagnes comme des actes souverains entrepris en son nom propre. En effet, Israël est indigné des accusations selon lesquelles il servirait de mandataire aux États-Unis. Même lorsque le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré l'année dernière qu'Israël se battait au nom de la civilisation occidentale, il a continué à prétendre que son pays agissait de son plein gré.

Cette prétendue indépendance a toujours été quelque peu illusoire, car les guerres d'Israël et son occupation vieille de plusieurs décennies dépendent de l'argent, des armes, de la coordination et du soutien diplomatique des États-Unis. Pourtant, les deux gouvernements ont maintenu cette apparence de séparation. Lors des guerres du Golfe de 1991 et 2003, les États-Unis ont tout fait pour éloigner Israël des combats. Même la « guerre des 12 jours » avec l'Iran en juin dernier était ostensiblement une guerre israélienne, à laquelle Trump ne s'est joint qu'à son dénouement.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cette fois-ci, Washington et Tel-Aviv marchent ouvertement au pas, et leurs objectifs communs vont au-delà de l'établissement d'un nouvel ordre régional. Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a récemment fait l'éloge de l'engagement de l'Israël, le qualifiant de « partenaire compétent » qui se bat « sans règles stupides », contrairement à « tant de nos alliés traditionnels qui se tordent les mains et s'arrachent les cheveux, tergiversant sur l'usage de la force ». Son homologue israélien, Israel Katz, n'aurait pas pu mieux formuler l'éthique de guerre israélienne actuelle.

Si, en 1956, Israël pouvait conquérir seul la péninsule du Sinaï, cette fois-ci encore, il n'avait pas vraiment besoin d'une puissance occidentale pour frapper l'Iran et endommager gravement ses programmes nucléaires et balistiques. Il l'a prouvé en juin dernier. Par conséquent, la décision d'agir conjointement semble précisément lier des objectifs « plus larges » : un changement de régime et un réaménagement du Moyen-Orient. Il n'est pas certain que ces objectifs puissent être atteints (du moins par le moyen choisi, à savoir les bombardements aériens), mais ce qui est clair, c'est qu'Israël ne dispose pas de la puissance militaire et du capital politique suffisants pour tenter un tel projet seul. Cela ne peut se faire qu'aux côtés d'une puissance mondiale comme les États-Unis, et uniquement par le biais d'une guerre ouvertement impérialiste.

Le pari d'Israël

En 1956, Israël a rapidement remporté la victoire. En cinq jours, il a conquis la péninsule du Sinaï avec relativement peu de pertes. Mais le résultat politique a été tout autre.

Une coalition extraordinaire entre les États-Unis et l'Union soviétique a contraint Israël, la Grande-Bretagne et la France à se retirer, les laissant humiliés. Israël a dû mettre de côté la grande vision de Ben Gourion d'un « troisième royaume d'Israël », proclamée avec le pathos caractéristique à la fin de la guerre. Et surtout, Nasser est sorti victorieux. Au cours de la décennie qui a précédé la guerre de 1967, il est devenu le leader incontesté du monde arabe et l'une des figures les plus éminentes de ce qu'on appelait alors le tiers-monde.

Quelques jours après le début de la guerre actuelle, la République islamique a subi de graves revers, notamment l'assassinat du guide suprême Ali Khamenei. Même si le régime se révèle capable de soutenir un conflit prolongé, la supériorité militaire d'Israël et des États-Unis est absolue : presque tous les pays auraient du mal à rivaliser avec la force combinée de l'armée la plus puissante du monde et de l'armée la plus forte du Moyen-Orient.

La question centrale n'est donc pas seulement de savoir comment la guerre se déroulera sur le plan militaire, mais aussi quelle sera son issue politique. Et là, la situation est beaucoup plus compliquée. Si le régime iranien s'effondre effectivement ou subit une « révolution » ou une « déstabilisation », c'est-à-dire s'il reste formellement intact tout en se pliant aux diktats américains, Israël revendique une place de choix à la table des négociations pour façonner un nouvel ordre au Moyen-Orient. Un tel ordre, fondé sur l'usage illimité de la force, pourrait accorder à Israël une plus grande latitude non seulement pour « contenir » l'Iran, mais aussi pour accomplir l'annexion de la Cisjordanie et éliminer la bande de Gaza. Il est également très probable que le timing de Netanyahu soit lié à son désir d'empêcher toute transition vers une deuxième phase du cessez-le-feu à Gaza. Après que le Premier ministre israélien se soit imposé comme un partenaire aussi intime dans la guerre contre l'Iran, il est difficile d'imaginer comment Trump pourrait le pousser à se retirer de la moitié de la bande de Gaza sans désarmer complètement le Hamas.

Mais si l'objectif plus large échoue, si le régime iranien survit, la décision d'Israël de mener une guerre conjointe avec les États-Unis pourrait se retourner contre lui.

Le soutien de l'opinion publique américaine à la campagne de bombardements est faible, et les détracteurs parlent déjà d'une « guerre israélienne ». Le commentateur de droite Tucker Carlson a fait valoir que « la guerre a éclaté parce qu'Israël le voulait » elle n'a pas éclaté au nom des intérêts de la sécurité nationale américaine ». Le sénateur démocrate Chris Murphy a averti que « l'idée que Netanyahu puisse décider si l'Amérique va entrer en guerre, mettant en danger la vie de centaines, voire de milliers de soldats américains, est effrayante ».

Même le secrétaire d'État Marco Rubio a initialement suggéré que les États-Unis ne s'attaquent pas à la guerre que parce qu'Israël avait frappé le premier d'une remarque qu'il a ensuite retirée pour s'aligner sur Trump, qui s'est empressé de rejeter cette idée (« Si quoi que ce soit, c'est moi qui ai peut-être forcé la main à Israël »). Si la guerre ne parvient pas à atteindre ses objectifs et entraîne des dizaines de victimes américaines, Israël pourrait bien devenir le bouc émissaire des États-Unis.

En Israël, les responsables ont salué les propos virulents contre l'Iran tenus par les États du Golfe qui ont été attaqués, notamment l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Koweït et Bahreïn, y voyant un signe de convergence des intérêts contre l'ennemi commun, l'Iran. Mais cela pourrait être une lecture erronée de la réalité.

Un commentateur saoudien s'est récemment plaint sur *Al-Araby* que l'Iran attaquait des cibles dans les États du Golfe voisins au lieu de frapper plus fort Israël, citant une frappe à Beit Shemesh comme exemple d'attaque iranienne réussie. En d'autres termes, le « partenaire saoudien » auquel aspire Israël souhaite davantage de victimes israéliennes. Un autre commentateur saoudien a déclaré à *Al Jazeera* que malgré sa colère envers l'Iran, le royaume « ne peut pas se

joindre « une attaque israélienne ». À l'heure actuelle, l'Iran semble parier que ses attaques contre les États du Golfe, ainsi que la fermeture du détroit d'Ormuz malgré le sentiment négatif que ces actes suscitent dans le monde arabe pousseront ces États à exhorter les États-Unis à mettre fin à la guerre. Cela semble logique ; en effet, le Qatar et les Émirats arabes unis feraient pression sur Trump pour qu'il mette fin à la guerre le plus rapidement possible. Les États du Golfe sont peut-être en colère contre l'Iran, mais ils pourraient également reprocher à Israël d'avoir déclenché cette guerre.

Si la guerre prend fin sous le poids de ces pressions, l'Iran aura du mal à crier victoire après avoir subi de lourdes pertes. Mais l'image d'Israël en tant qu'État tout-puissant au Moyen-Orient pourrait s'en trouver affaiblie plutôt que renforcée. Après tout, il aura déployé toute sa puissance militaire, mobilisé son grand allié américain, et n'aura toujours pas atteint ses objectifs politiques.

Moins d'une semaine après le début de la guerre, il est impossible de parler de « l'après-guerre ». Pour l'instant, on peut dire qu'Israël a défini une pratique vieille de 70 ans, associant à la plus grande puissance impériale du monde et menant ouvertement la guerre à ses côtés. Cela peut sembler être un pari stratégique, mais le fait qu'Israël ait choisi d'effacer la distance qui le sépare des États-Unis perçus comme la principale source d'instabilité dans la région par de nombreux pays arabes pourrait finalement se retourner contre lui.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2026/03/10